



Le Conseil Economique et
Social Libanais

Le Partenariat économique et social

Allocution

Roger Nasnas

Président du Conseil Economique et Social du Liban

**Sommet Euromed des Conseils Economiques &
Sociaux et Organisations Similaires**

Co-organisé par l'UPM et le CESE

Palacio de Pedralbes
Barcelona 11 – 12 novembre 2013

Excellences,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Chers collègues.

Depuis 13 ou 14 ans que nous pratiquons le Sommet Euromed des Conseils économiques et sociaux, nous voulons saluer d'abord cette grande initiative du Comité Européen. Aujourd'hui nous sommes doublement heureux du fait que le Sommet se tient dans le cadre de l'UpM, qu'isera sa place naturelle.

Le Conseil économique et social a une triple dimension :

1 - **Une dimension politique.** C'est là que l'exécutif écoute la société civile, dans toutes ses composantes, sans entrave à l'art de gouverner, mais avec une meilleure information des souhaits profonds de la nation. Mieux encore, l'avis du Conseil économique et social est souvent porteur de la vaste expérience des conseils avec qui il est en contact quasi permanent à travers les manifestations multilatérales, dont la principale est le sommet Euromed.

2 - **Une dimension économique.** C'est là où se retrouvent les forces vives de la nation pour confronter leur vision et harmoniser les mesures que prend l'Etat, avec les nécessités du développement. C'est l'occasion de mettre en œuvre les « bonnes pratiques » acquises dans les tribunes internationales et que chaque conseil économique et social se doit de mettre au service de la communauté nationale.

3 - Une dimension sociale. Bien sure la plus importante, car le Conseil comble, par la recherche et le dialogue, la grande lacune de l'économie au niveau de la répartition des revenus. C'est dans la mesure où chacun des concitoyens prend conscience qu'il obtient pleinement ses droits que règne la paix sociale et l'efficacité économique.

Le Conseil occupe une grande place dans la convergence des nations. La nécessité du rapprochement économique et de la formation d'un bloc homogène n'est plus à démontrer. Pour être plus précis la propension que nous constatons sur le plan économique ne trouve pas son parallèle sur le plan politique ou social. Les nations qui se sont unies sont jalouses de leur autorité et négocient âprement le domaine commun. L'empire communiste a éclaté en mille morceaux et chaque entité est revenue à ses éléments constitutifs. Le printemps arabe porte en lui des forces centrifuges aux noyaux divergents. Les guerres intestines ont leur source dans la disparité ethnique, culturelle, ou atavique ; et ce, malgré la pleine conscience des nécessités du rapprochement économique pour assurer ou maintenir le standard de vie acquis.

On peut affirmer que le motif économique a été à ce jour le principal moteur du rapprochement politique des nations. Aujourd'hui nous savons qu'il y a une autre voie pour les pays capables d'assurer une ouverture suffisante et réaliser leur progrès « grâce aux autres » et non « au détriment des autres ». En fait ce ne sont pas les accords commerciaux qui ont le plus favorisé l'ouverture économique, mais les circonstances qui ont rendu l'ouverture possible, et mené à des accords de toutes natures qui ont consolidé cette ouverture. Ceci est d'autant plus important

que les circonstances favorables s'évaporent en période de crise, et chaque secteur plaide la sauvegarde de son marché intérieur. La propension à rechercher la protection en période de crise ne s'atténue que quand le marché essentiel devient régional ou international. Nous en sommes encore loin, même en Europe. Il n'y a qu'à observer la recrudescence depuis 2009 des barrières techniques à l'importation. La situation est plus grave encore, avec un certain retour au protectionnisme, dans la rive Sud, au détriment de l'ensemble de la région, d'où l'intensité du chômage et de l'émigration clandestine.

La complexité du problème exige un dialogue permanent, et pour ainsi dire « en ligne » de tous les acteurs de la société pour accompagner les crises, mesurer leur ampleur, suggérer à temps les actions correctives. Qui d'autre que le Conseil économique et social rompu, aux débats les plus complexes, peut assurer avec succès ce rôle ?

La performance des Conseils est tributaire du partage de l'expérience. C'est dans la mesure où les conseils économiques et sociaux débattent les problèmes communs à leurs pays qu'ils deviennent experts dans l'art d'affronter les grands défis que notre société affronte. Une rencontre telle le Sommet Euromed est riche en savoir et en pratiques qui peuvent être transposés d'un pays à l'autre et faire la différence. Mais une réunion annuelle ou occasionnelle est tout à fait insuffisante pour affronter la masse de problèmes de toute nature qui déferle sur la région. Il faut une structure organisée à l'instar du CESE qui canalise ce savoir et cette information et contribue à son adaptation de par l'expérience acquise dans les pays qui en ont fait l'expérience. Cette structure devrait en

principe être une émanation de l'Union pour la Méditerranée, dès lors qu'elle l'autorité régionale, et s'adapter à ses structures et à son action.

Il n'y a aucun mystère que les grands projets assignés à l'UpM se recoupent avec les défis qu'affrontent les CES. En fait ces grands projets ont été formulés et sont adaptés pour affronter ces défis. D'un côté comme de l'autre, il s'agit du développement, de l'environnement, et de l'emploi.

En particulier, le chômage n'a d'autres raisons que l'égoïsme inconscient des hommes coupables d'une déviation de l'économie de marché. Ce problème exige la concertation au niveau du « bloc » économique régional, et même au-delà. Qui l'assume aujourd'hui ?

Il ne s'agit pas d'un phénomène (il y en a d'autres) qui va s'estomper avec la fin de la crise (ce n'est pas demain la veille) ; mais d'un mal endémique qui risque de devenir permanent. La conséquence peut être grave pour la région. Il y a des Etats, en pleine désillusion, qui vont peser les avantages qu'ils sont capables de récolter de l'ouverture, face à l'exclusion d'une grande partie de la population, et vont opter pour le retour à l'autarcie. Les signes avant coureurs sont là, les offices de change aussi, et bien sure les droits de douanes et les mille vexations à l'investissement.

Nous avons choisi de sonner l'alerte lors de ce sommet. Nous avons déjà entretenu le Président MALOSSE de ce sujet, il nous a paru encore plus conscient que nous de ce phénomène. Maintenant qu'un conseil est établi, ou en voie de l'être, dans la quasi-totalité des pays du Sud, il nous

a fait la promesse d'accorder la priorité à la consolidation de ces conseils, et à la création des conseils encore vacants. Nous nous sommes mis au service de cette ambition, et nous invitons nos collègues à faire de même, sous l'égide bienveillante de l'Union pour la Méditerranée.